



Le 4^e continent

Manuel Bridier

Longtemps, les problèmes d'une stratégie socialiste internationale sont restés le fait des théoriciens. Ce sont les problèmes intérieurs, ce sont les batailles économiques et sociales de tous les jours — et parfois les campagnes électorales — qui renaient toute l'attention, tout le temps et le dévouement des militants ouvriers. De temps en temps, pour un événement exceptionnel, une guerre, un assassinat politique, on voyait surgir comme un grand accès de fraternité internationale, bientôt retombé parce qu'indépendant des luttes quotidiennes, comme ajouté de l'extérieur aux problèmes de la vie courante.

Aujourd'hui, la situation a changé. La guerre du Vietnam, les guérillas d'Amérique Latine, les massacres d'Indonésie, les violences de Little Rock font partie de notre univers familier. Chacun se rend compte, même obscurément, qu'il existe un lien objectif entre ces luttes et les nôtres, ne serait-ce que dans l'existence d'un ennemi commun, le système capitaliste de production et d'échange qui est aussi bien la cause du blocage des salaires en Europe que de la sur-exploitation des masses paysannes dans les pays du « tiers monde ». Dès lors, chacun se demande comment assurer la meilleure coordination, entre des combats si différents, et le risque apparaît de voir quelques-uns, passant d'un extrême à l'autre, se détourner de leurs propres responsabilités pour ne s'exalter qu'aux tâches des voisins.

Le Tiers Monde et l'Europe

Nous ne partageons certes pas tout ce qu'écrit *l'Humanité* sur cette question dans ses derniers numéros. Il n'en reste pas moins significatif que le quotidien du parti communiste français ait dû aborder successivement en quelques jours des problèmes théoriques et pratiques posés par le développement des luttes au Venezuela, en Colombie, en Indonésie et parmi les Noirs américains. Il n'en reste pas moins aussi, par-delà l'évidente volonté d'amalgame des dirigeants du P.C.F., que certaines accusations de « gauchisme » et de « verbalisme » seraient justifiées, si l'importance de la guerre du Vietnam ou la guérilla sud-américaine dans l'éveil des

jeunes à la connaissance politique devait se traduire par une initiation stérile et purement symbolique — faute d'application possible — des mots d'ordre et des méthodes valables en d'autres lieux.

Ce qui fait le mérite de l'action entreprise par le Comité Vietnam National, notamment à l'occasion de la récente « semaine Che Guevara », c'est précisément qu'elle se refuse à faire du Vietnam un problème spécifique. La présence, l'autre jour, à la Mutualité, de Melba Demandez et de Stokely Carmichael était le symbole de cette complémentarité des luttes. Mais ce qui est vrai des « trois continents » réunis à La Havane l'est aussi de la classe ouvrière européenne. Sous des formes bien différentes, les luttes économiques, sociales et politiques des travailleurs occidentaux font de l'Europe elle-même le « quatrième continent » de la lutte anti-impérialiste. Nous ne répéterons jamais assez, à cet égard, combien nous rejetons les thèses chinoises sur l'encerclement des villes par les campagnes et des pays industriellement avancés par les pays du tiers monde. Ces thèses sont aussi fausses sur le plan intérieur que sur le plan international. Aucune armée paysanne, pas plus à Cuba qu'en Chine ou qu'ailleurs, n'a jamais remporté la victoire sans la conjonction de ses efforts et des actions ouvrières dans les villes. Aucune paysannerie n'est en mesure d'assumer les responsabilités d'un pouvoir de transition vers le socialisme, si ce n'est dans l'alliance et sous la direction du prolétariat industriel et de l'intelligentsia révolutionnaire. Quant à l'encerclement de l'Europe par le tiers monde, c'est une idée absurde, qui ne tient compte ni du rôle décroissant du « tiers monde » dans l'économie mondiale ni des problèmes de classe, aussi bien dans les pays industriels que dans le tiers monde lui-même.

Une lutte de classes internationale

L'opposition n'est pas entre « le nord » et « le sud ». Elle n'est pas entre les « pays nantis » et les « nations prolétaires ». Elle dresse les uns contre les autres, dans le monde entier, les exploités et leurs exploités. D'un côté les masses populaires du tiers monde et les travailleurs salariés des pays industriels. De l'autre le

capitalisme international et tous ses auxiliaires, parmi lesquels, bien entendu, les soi-disant bourgeoisies nationales dans les pays du tiers monde, qui ont remplacé la couche subalterne de la colonisation comme intermédiaires entre leur propre peuple et les trusts internationaux.

C'est en quoi l'internationalisme prolétarien n'est pas une affirmation sentimentale, mais la constatation d'une réalité objective.

Il n'est pas sans intérêt de réfléchir sur les problèmes de la lutte armée, sur les mérites et les inconvénients de la tactique d'autodéfense ou du « foco » révolutionnaire. Mais ce serait une singulière dérision que de tirer des travaux de l'OLAS matière à une simple discussion de stratégies en chambre sur les révolutions qu'ils ne peuvent pas faire. Plus importante encore que la définition d'une ligne politique pour l'Amérique latine, la signification profonde de la conférence de l'OLAS est dans l'affirmation du caractère global de la lutte, dans l'appel à tous les peuples du monde, dans le rappel que « le devoir de tous les révolutionnaires est de faire la révolution ».

Coexistence pacifique et action révolutionnaire

Est-il encore besoin de préciser que cela ne signifie pas l'appel aux armes dans le monde entier ? On l'a dit tant de fois ! Mais il y a tant de gens qui ne comprennent pas ou qui font semblant de ne pas comprendre...

« Faire la révolution » ne veut pas dire tomber dans les exagérations gauchistes et voir l'annonce du « grand soir » dans chaque débrayage à la R.A.T.P. Cela ne veut même pas dire le rejet de la « coexistence pacifique », mais du mauvais usage qu'on en pourrait faire, s'il s'identifiait avec une politique de grandes puissances et de statu quo social, comme celle dont le peuple grec a été victime après la deuxième guerre mondiale et dont il subit encore les conséquences. « Faire la révolution », cela signifie porter les coups les plus durs possibles à l'impérialisme dans les pays où l'on se trouve. Cela signifie diriger ses coups de telle manière qu'ils visent à l'affaiblissement du système capitaliste de production et d'échange, à l'ouverture d'une période de transition vers le socialisme.

Certes, s'il s'agissait d'un conflit international de type ordinaire, s'il s'agissait d'un simple soutien extérieur à des actions qui nous touchent de loin, sans nous impliquer directement tous les jours, on pourrait concevoir n'importe quelle alliance. On le pourrait aussi dans la mesure où il s'agirait d'une lutte contre un ennemi purement étranger. L'alliance des masses populaires et des bourgeoisies nationales dans les Fronts Nationaux de Libération a été

positive, et peut l'être encore dans certaines circonstances, dans la bataille pour l'indépendance politique d'un pays exploité par une puissance étrangère. Mais il s'agit aujourd'hui d'une lutte de classes à l'échelle internationale, dans laquelle le capitalisme tout entier est en cause.

Action intérieure et solidarité mondiale

Bien entendu, les intérêts capitalistes sont contradictoires. Les conflits inter-impérialistes ont leur importance. Qu'il s'agisse des politiciens du tiers monde ou des industriels d'Europe, les bourgeoisies nationales essayent toujours d'obtenir le maximum. Est-ce à dire qu'elles puissent être les alliées des forces populaires contre l'impérialisme ? Est-ce à dire qu'elles puissent aller jusqu'à mettre en cause le système dont elles font partie ? Evidemment non. C'est seulement sur la base du socialisme que la lutte peut être menée de façon conséquente, non seulement contre les effets secondaires mais aussi contre les structures mêmes et les causes fondamentales de l'impérialisme. Inversement, peut-on imaginer que les travailleurs français pourraient imposer une économie conforme à leurs intérêts, c'est-à-dire contraire aux intérêts capitalistes, sans que les forces impérialistes cherchent à s'y opposer par tous les moyens ? Evidemment non. C'est pourquoi la définition d'une politique anti-impérialiste n'est pas une adjonction décorative à un programme de la gauche mais une condition indispensable à tout programme de transition vers le socialisme.

L'évolution politique du « pouvoir noir » aux Etats-Unis — exprimée notamment par la remarquable intervention de Carmichael à la Mutualité — illustre bien cette dialectique de l'action intérieure et de l'action internationale. Ce sont leurs problèmes propres qui ont amené les militants noirs les plus actifs à réagir contre l'isolement en prenant une conscience plus claire de la solidarité internationale, en liant leur lutte à celle du Vietnam, de l'Afrique et de l'Amérique latine. Mais cette nouvelle dimension de leur lutte ne les a pas éloignés des problèmes américains, bien au contraire.

Aussi, bien loin de constituer une tentative d'évasion, l'éveil de la conscience politique sur les problèmes internationaux peut favoriser un engagement plus approfondi par rapport aux réalités intérieures. En Allemagne, par exemple, c'est l'action des étudiants contre la guerre du Vietnam et contre la visite du shah d'Iran à Berlin qui a contribué à radicaliser leur contestation de la politique officielle et de la société ouest, allemande tout entière, ouvrant la voie à de nouveaux rapprochements avec l'opposition révolutionnaire dans les syndicats ouvriers.

Ce ne sont pas là des faits isolés. Partout dans le

monde, partout en Europe, les mouvements de solidarité internationale vont de pair avec l'action la plus résolue contre les structures capitalistes, avec le rejet le plus net du « wilsonisme » et de toutes les tentatives d'intégration du mouvement ouvrier dans la société néo-capitaliste.

En Europe, en particulier, la question est aujourd'hui de savoir si la société capitaliste pourra surmonter ses contradictions actuelles, faire accepter

ses arbitrages et sa rationalité. Qu'elle y parvienne et les forces impérialistes seront renforcées dans le monde entier. Que la classe ouvrière soit au contraire en mesure de déjouer les pièges de l'intégration, en mesure d'imposer, dans l'un ou l'autre pays, l'alternative socialiste, et le rapport des forces en sera bouleversé dans tous les autres pays, non seulement en Europe même mais aussi dans le monde entier.